COUP DE TONNERRE DANS LE FLEUVE TRANQUILLE DES REFORMES A PARIS 12

La réunion du CA de l'Université Paris 12 n'a pas voté le budget 2010, faute de quorum physique.

Deux points étaient à l'ordre du jour: le passage aux responsabilités et compétences élargies (RCE) suivi du vote du budget 2010. L'impossibilité de voter le budget était dû à l'absence de nombreux représentants de la liste pro-présidence, et au refus de siéger d'élus FSU-SLR. Une telle défection de membres de la liste de la présidente ainsi que des membres extérieurs dénote un malaise certain. En revanche, notre refus de siéger s'inscrit dans un souci de défense du service public de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Ce budget, soumis au vote du CA, était le premier à s'inscrire dans le cadre du passage anticipé aux « fameuses » RCE en date du 1^{er} Janvier 2010, voulu par la Présidence. Nous tenons à rappeler que ces RCE auront des conséquences gravissimes pour l'Université, la Recherche et les personnels (précarisation accrue de l'emploi, défonctionnarisation, privatisation...). Ce premier point du CA, qui ne nécessitait pas le quorum physique, a été adopté par les présents en une minute et sans discussion.

L'idéologie de la concurrence généralisée, qui sous-tend toutes les réformes gouvernementales en cours, entraîne une casse systématique de tout le service public. Un exemple frappant est celui de la formation des enseignants qui suscite l'opposition de tous les concernés.

C'est pourquoi, en conformité avec le mandat confié par nos électeurs - contre les dérives d'autonomie et de mise en concurrence des universités, des équipes de recherche, et des personnels entre eux - nous demeurons résolument opposés au passage aux RCE.

A l'université Paris 12, le passage aux RCE début janvier se fera donc sans budget !!!

Communiqué FSU-SLR de l'université Paris 12, le 18 décembre 2009